



L'essentiel

Directeur de la publication: Antoine WONGO AHANDA
Recépissé de déclaration N° 083/RDPOP/JO5/SAAJP

Bi hebdomadaire d'information et d'analyse

N°219 lundi 19 novembre 2018

MOBILISATION

Samuel Eto'o contribuera au succès de la CAN



- Concert géant regroupant des artistes locaux et internationaux
- Soirée de gala pour la collecte des fonds en faveur des programmes sociaux destinés aux jeunes

- Match de gala regroupant les vedettes internationales de football
- Lancement de la construction d'infrastructures de proximité

P. 3

SYNERGIES AFRICAINES

16 ans au service du bien-être des populations

Pp.4-6

RUBRIQUE

Visages de diaspora

Il existe une autre diaspora industrielle, laborieuse et même créative qui fait briller l'image du Cameroun à travers le monde. *L'essentiel du Cameroun* a décidé de lancer une rubrique « Diaspora » dont l'objectif est de tenter d'inverser la mauvaise image de la diaspora qui s'est installée dans l'opinion.

P.13

CAN FÉMININE 2018

Les Lionnes dominent le Mali pour leur première sortie (2-1)



P.15

NOMINATION

► Paul Biya nommé pour la première fois un consul à Dubaï

Le président de la République a signé le 16 novembre dernier un décret nommant monsieur Mebouogue Donancier Consul Général du Cameroun à Dubaï aux Emirats Arabes Unis.

ARTICLE 1^{er}.- Monsieur **MEBOUOGUE Donancier**, Conseiller des Affaires Etrangères, est à compter de la date de signature du présent décret, nommé Consul Général du Cameroun à Dubaï (Emirats Arabes Unis), poste créé.

ARTICLE 2.- L'intéressé aura droit aux avantages de toute nature prévus par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3.- Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

YAOUNDE, le 16 NOV 2018

LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE,



PAUL BIYA



L'essentiel

IMMEUBLE SOCIETE GENERALE CAMEROUN
Carrefour des carreaux
B.P : 1260 Yaoundé
Contact : 655 76 80 94
essentiellucameroun@yahoo.com
www.camermedias.com

L'essentiel

Directeur de la publication :
Antoine Wongo Ahanda
Coordonnateur de la Rédaction :
Christophe Mvondo
Rédacteur en Chef Informations générales :
Abraham Ndjana Modo
Rédacteur en Chef Enquêtes et dossiers :
Blaise Nnang
Chroniqueurs :
Alphonse Ateba Ndoumou, Bartho Amugu
Rédaction : Charles Nwanochi, René Noël Atangana,
Arnaud Joseph Etoundi, Marc Mounnga, Aboubakar Yero,
Ahmed Abdou-Aziz, Rodolph Tanga, Mathieu Nathanaël

Njog, Nomo Modo, Francis Nguélé, Mercedes Beleheka, Annette Olinga, Bélise Hiol, Nathalie Ahanda, Nadège Nyemeck

Relecture : Lionel Owona

Webmaster : Jean-Francis Ahanda

Commercial et Marketing : Roger Ngonda Yusi

Soutien technique : Thomas Aurélien Ndassibou, Boris Manda Nkodo et Alice Thècle Balla

Stagiaires : Rose Bertille Mbang, Arnaud Evina, Camille Olivia Ayissi

Conception Graphique :

Laurent ABAH © CREATIVE THINK (+33783195537)

Production : Eric Azegue

Impression : SOPECAM

Tirage : 4000 exemplaires

Distribution : Eric Azegue, Joseph Nkomedo

https://www.facebook.com/EssentielCameroun

CAN 2019

► Charity Match : une idée lumineuse de Samuel Eto'o

L'ancien capitaine des Lions indomptables présentant le projet au ministre des Sports et de l'Éducation physique le 15 novembre dernier à Yaoundé a rassuré sur la présence des stars du football à cette rencontre spéciale de football.

Charles Nwanochi

Juste une audience accordée à l'ancien international camerounais Samuel Eto'o par le ministre des Sports et de l'Éducation physique Pierre Ismaël Bidoung Mkpatt pour être confirmé de ce que la Fondation Samuel Eto'o Fils va organiser un match de gala qui se déroulera en juin 2019 au Cameroun. Avec précision, il a indiqué le 15 novembre dernier que « Je suis venu présenter le projet Eto'o Charity game au ministre des Sports. Il sera question d'organiser une rencontre de football cinq ou six jours avant le match d'ouverture de la Coupe d'Afrique des Nations 2019. Ce sera à Douala ou à Yaoundé. Ce projet est associé à la Confédération africaine de football ». Il va dans un espace rassembler les personnalités du monde du sport, de la musique, du cinéma avec à l'idée de lever des fonds pour réaliser en Afrique les projets de la Fondation portant son nom.

Cette initiative tend à prospérer dans le sens de nourrir amplement le rêve des jeunes africains. Elle se justifie aussi que « la CAF a besoin, quelques jours avant le début de la CAN, d'un match de cette envergure ». La Fondation Samuel Eto'o Fils va plus loin avec à l'idée à en croire le footballeur camerounais de recueillir des fonds au cours de ce gala. Récoltés, ils vont servir « la construction d'infrastructures sportives à travers le continent, ainsi qu'à accompagner la Confédération africaine de football » dans une démarche similaire. Une collecte des fonds à être

organiser va servir à soutenir les légendes du football.

Le ministre des Sports et de l'Éducation physique a partagé l'initiative de « Eto'o Charity Match » avec à l'esprit que ce match de gala « apporte un plus au rayonnement du Cameroun ». L'ancien capitaine des Lions indomptables a rassuré sur la présence des stars du football à cette rencontre spéciale de football. Il cite entre autres l'ancien capitaine de l'Espagne, Puyol, de Ronaldinho, l'argentin Lionel Messi. Les artistes et musiciens feront aussi parti de la « Eto'o Charity Match » avec une montée sur scène de Rihanna, Peter Okoye, l'un des leaders du groupe P-Square. Il se susurre que le champion du monde du 100 mètres, Usain Bolt, a été invité à ce match de football empreint d'une rencontre caritative.

Selon la Fondation Samuel Eto'o, le programme international de Charité pour l'année 2019 au Cameroun sera mis en œuvre à travers des activités précises. Elles portent entre autres sur « un concert géant regroupant une multitude d'artistes locaux et internationaux, une soirée de gala pour la collecte de fonds en faveur des programmes sociaux destinés aux jeunes, un match de gala regroupant des vedettes internationales du football et d'autres sphères, le lancement d'un programme de construction d'infrastructures sportives de proximité en faveur des jeunes »

La Fondation Samuel Eto'o, créé le 26 Janvier 2014, outre d'être un épice de la formation professionnelle notamment des jeunes footballeurs africains, démontre à souhait sa maîtrise de



concept lié à la récupération d'eau de pluie, à l'agriculture et à la reforestation. Le 18 juin dernier, le footballeur international camerounais, Samuel Eto'o Fils a annoncé à Abidjan, au sortir d'une séance de travail avec le président du parlement ivoirien, Guillaume Soro signifiait vouloir organiser la deuxième

édition du « Eto'o Charity match » en Côte d'Ivoire après la première édition annoncée au Cameroun avant la CAN 2019 précisant que « les projets liés à l'amélioration des conditions d'accès aux études, à la formation, à l'entrepreneuriat, à la culture, au sport, sont autant de leviers à notre portée ».

FONDATION SAMUEL ETO'O

► Au service de la jeunesse

Une organisation de charité qui contribue à la formation des jeunes dans plusieurs domaines de vie.

Christophe Mvondo

Créé le 26 janvier 2014, la fondation Samuel Eto'o vise à devenir un modèle pour le reste du monde du football, grâce à une architecture conçue et mise en place par PITCHAfrica. C'est une école également capable de collecter les eaux de pluies pour la rendre potable et ainsi la distribuer aux personnes qui en ont besoin.

La Fondation Samuel Eto'o c'est aussi son centre de formation qui, en plus d'être une académie de football, se consacre également à la formation dans la maîtrise de concept dédié à la récupération des eaux de pluie, à l'agriculture et au reboisement. Une éducation à l'environnement sera également intégrée au sein de l'académie.

L'Académie Eto'o vise aussi à participer à la formation des jeunes africains au football. Une école de football qui rallie formation et éducation pour les jeunes et tous petits. L'établissement leur permettra de forger leur passion, pour en devenir un véritable métier, suivant les traces de leur idéal et de leurs joueurs modèles. Le but de la fondation est également celui de motiver les jeunes à s'intéresser davantage au milieu du sport, pour leur permettre d'éviter efficacement les tentations et les soumissions à d'autres types d'exploitations et d'activités illicites.

L'un des projets les plus en vue c'est Fundesport, la Fondation Eto'o Samuel Sport fondée en 2005 au Cameroun et dont certains de ses joueurs commencent à briller dans les championnats européens. Ce sont d'ailleurs les performances internationales de ces joueurs qui ont

révélé la Fondation Eto'o Samuel Sport (Fundesport) au grand public. Les jeunes de ce centre de formation de Douala ont disputé leur première compétition en Espagne. Depuis, Fundesport a multiplié les victoires dans les catégories de benjamins, minimes, cadets et juniors. Elle a ainsi remporté neuf tournois internationaux organisés par les clubs de Lanzarote, Costa Blanca, Palma de Mallorca, Girona, Bilbao Irún (Espagne), Gandjin (Corée du Sud), Paris SG (France) et Vilareal San Antonio (Portugal).

Au niveau national aussi, les jeunes talents de la Fundesport brillent. Ils ont remporté trois compétitions (deux championnats cadets en 2010 et 2011, et un championnat des minimes en 2011). Ces résultats positifs lui permettent aujourd'hui d'avoir des joueurs dans toutes les sélections du Cameroun à limite d'âge.

SYNERGIES AFRICAINES : AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS

ANNIVERSAIRE

▶ 16 ans dans l'humanitaire

La célébration du seizième anniversaire de cette ONG panafricaine était le lieu pour elle de réaffirmer son engagement à combattre le Sida et les autres souffrances dans le continent.

Arnaud Evina

Créée sous l'impulsion de l'ambassadrice spéciale de l'ONU-SIDA, Madame Chantal Biya, Première dame du Cameroun, le 15 novembre 2002 à Yaoundé, les Synergies africaines qui sont une institution au service du bien-être des populations ont célébré leur 16^{ème} anniversaire.

Cette 16^{ème} bougie soufflée par cette ONG panafricaine a été l'occasion de célébrer sa mobilisation dans tous les sens et de plaider pour une accélération des efforts dans la perspective de l'éradication du Sida en tant que menace de santé publique à l'horizon 2030, comme l'appel avait été lancé du haut de la tribune des Nations Unies en 2001.

Il est important de savoir que, les Synergies africaines, c'est 16 ans d'engagement, 16 ans d'actions pour que la femme enceinte séropositive puisse donner naissance à un nouveau-né sans virus ni quelconque maladie. A cela, il faut préciser aussi que les Synergies africaines, c'est 16 ans de mobilisation en faveur de la

promotion de l'éducation et l'autonomisation de la femme et de la jeune fille, 16 ans de lutte pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive chez les jeunes de 15 à 24 ans, principales victimes de la pandémie, 16 ans de combat contre la stigmatisation, la discrimination et contre toutes les formes de violences faites aux personnes séropositives. Mais aussi 16 ans de soutien à la recherche fondamentale et opérationnelle dans la prévention et la prise en charge des IST, le VIH et le SIDA et enfin, seize ans de plaidoyer constant.

A son actif, l'institution offre de plus en plus des médicaments et des produits de première nécessité à ceux qui sont dans le besoin : orphelinats, structures d'encadrement d'enfants en détresse, associations de personnes vulnérables. Son programme sur le bon usage du médicament bat son plein dans plusieurs pays d'Afrique depuis 2006. Les Synergies africaines mènent aussi un plaidoyer national et international sur la promotion de l'éducation de la jeune fille et l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Dans son propos final, Jean Stéphane Biatcha, Secrétaire exécutif de l'institution



n'a pas oublié de rappeler l'importance de la cérémonie : « Célébrons ensemble 16 années d'actions concrètes, fiers des avancées enregistrées, humbles devant la nature et l'importance du défi à relever. Mais surtout déterminés à contribuer à l'émergence d'une génération sans Sida, volonté de Mme Chantal Biya

». Ainsi, avec ses nombreux progrès accomplis en 16 années, les Synergies africaines doivent être fières des actions concrètes et des avancées enregistrées dans le domaine social en Afrique.

VACANCES SANS SIDA

▶ Une initiative de la Première dame pour lutter contre cette pandémie

Placée sous le haut patronage de madame Chantal Biya, «Vacances sans Sida» se déroule chaque année pendant les vacances scolaires et universitaires depuis 2003 pour sensibiliser la jeunesse sur les dangers du VIH.

Arnaud Joseph Etoundi

Rendue à sa 16^e édition en 2018 et après quinze longues années d'existence, « Vacances sans sida » est une initiative nationale portée par l'épouse du chef de l'État Chantal Biya et qui vise à sensibiliser les jeunes pendant la période des vacances scolaires et universitaires à travers les dix régions du pays. Ainsi, par le biais de son secrétaire exécutif, Jean Stéphane Biatcha coordonnateur de cet événement depuis 2003, il est question pour les jeunes élèves et étudiants, d'être fixés sur leur statut sérologique. Ceux-ci ont la possibilité de s'informer sur toutes les questions liées au VIH/Sida.

C'est pourquoi chaque année, des pairs éducateurs sont déployés sur le terrain pour sensibiliser la population sur les dangers liés à cette pandémie qui fait de nouvelles victimes à travers le triangle national. Pour l'édition 2018 de «Vacances sans Sida» qui avait pour thématique « Génération Android, cliquons sur le dépistage du VIH », près de 700 000 jeunes ont été visés par cette campagne,

preuve que les organisateurs, Synergies africaines de Chantal Biya, épouse du président de la République, ainsi que le Comité national de lutte contre le Sida, piloté par le ministre de la Santé publique André Mama Fouda veulent plus que jamais inverser les tendances.

Si l'on se réfère aux données récentes, la prévalence de la maladie dans le pays est en baisse de 3,4% au lieu de 4,3% en 2011. Seulement, il reste à noter que les jeunes de 14 à 24 ans sont les plus affectés par cette pandémie puisque six nouvelles infections sur dix se produisent dans cette tranche de la population et les filles sont neuf fois plus touchées que les garçons. À la cérémonie de lancement de la Campagne 2018 au siège des Synergies africaines à Yaoundé le 01 aout 2018, le MINSANTÉ a été clair dans sa prise de parole, précisant aux jeunes que : « Votre engagement est digne d'intérêt. Il est indispensable pour réussir à stopper la propagation du VIH au sein de votre génération ». En 2017 déjà, l'ambition de « Vacances sans Sida » était de dépister 50 000 jeunes soit 30.000 filles et 20.000 garçons, puis amener ces jeunes à connaître leur statut sérologique



puisque en 2016, plus de 800 jeunes avaient été déclarés séropositifs. L'édition de 2018 a vu le déploiement sur le terrain de plus de 650 pairs éducateurs qui ont sillonné les villages et les villes du pays, question pour eux de convaincre le plus grand nombre de jeunes à se faire dépister et à encourager les personnes sous traitement à prendre leurs médicaments de façon régulière. L'objectif

de la campagne Vacances sans Sida vise à récompenser d'une part les efforts de la première dame du Cameroun, Mme Chantal Biya, mais aussi à faire que les actions entreprises par le président de la République, notamment la gratuité de la prise en charge des malades, portent également des fruits.

SYNERGIES AFRICAINES : AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS

HOMMAGE

► Chantal Biya au service des pauvres

Le 16^e anniversaire des Synergies africaines est l'occasion de passer en revue les œuvres de la Première dame camerounaise à travers le monde.

Annette Olinga

Née le 4 décembre 1970, Mme Chantal Biya est l'épouse du président de la République du Cameroun, Paul Biya depuis le 23 avril 1994. Cette dame au grand cœur, a toujours œuvré dans l'humanitaire afin de soutenir les couches sociales défavorisées. Ses domaines d'actions sont : la fin du travail des enfants et autres sévices subis par ceux-ci, l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales africaines, la mise en œuvre effective de la Déclaration de Genève et des plateformes africaines et mondiales.

Engagée avec enthousiasme et dynamisme à répondre à la pandémie du SIDA, à la mortalité maternelle et néonatale, aux enfants malades ou en détresse aux personnes sinistrées et à l'éducation des enfants du Cameroun, la Première dame a fait de la lutte contre la mortalité maternelle et infantile l'une de ses priorités. Dans cette optique, Chantal Biya a déjà créé plusieurs hôpitaux. En 1994, la fondation Chantal Biya, une ONG reconnue d'utilité publique et ayant un statut consultatif au Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) a été créée. Dans le même sillage, un Centre de Recherche et d'application en chirurgie endoscopique et de reproduction humaine a vu le jour dans la ville de Yaoundé en 2016. Pour rapprocher les soins de santé d'urgence des populations nécessiteuses, un centre médical à Meyomessala dans le Sud du Cameroun a vu le jour. En outre, le centre mère et enfant de Yaoundé qui appartient au réseau mère et enfant de la francophonie a également été mis en place. A côté de ses hôpitaux, la Première dame du Cameroun s'est aussi impliquée dans le domaine de l'éducation, en créant des établissements scolaires dans les zones les plus enclavées du Cameroun. C'est le cas de la construction des écoles primaires à cycle complet dans les villes de Bamenda, Garoua, Dimako, etc.

Pour rappel, le Centre Mère et Enfant de sa fondation est le premier projet pilote du Cameroun dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (PTME). En quatre années, près de 12.000 femmes enceintes ont été reçues dans ce centre. Par ailleurs, Chantal Biya est présidente fondatrice du Cercle des Amis du Cameroun (CERAC), association regroupant les épouses des hauts responsables et membres du corps diplomatique accrédités au Cameroun.

Sur le plan international

La Première dame du Cameroun participe très souvent à des organisations au

niveau international. On se souvient encore de l'organisation en 2001, du Sommet des Premières dames en marge du Sommet France-Afrique qui a abouti à la déclaration de Yaoundé sur le VIH/SIDA avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF et d'autres partenaires internationaux. De l'organisation d'un comité de suivi de la Déclaration de Yaoundé qui recommandera la création d'une organisation non gouvernementale panafricaine pour la lutte contre le Sida. Et enfin de l'organisation de la première conférence de Synergies africaines contre le Sida et les souffrances en 2002, avec la participation de plusieurs Premières dames d'Afrique et d'éminents scientifiques. Madame Chantal Biya est présidente fondatrice de l'association Synergies africaines, qui compte à ce jour 18 Premières dames d'Afrique. 382 formateurs et prestataires ; 55 sites de PTME renforcés. Plus de 25.000 tests offerts

pour le diagnostic rapide du Sida dans les pays bénéficiaires des formations en PTME. Cette générosité de cœur lui a déjà valu de nombreuses distinctions

honorifiques : ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, ambassadeur spécial de l'ONUSIDA, Commandeur de l'ordre national de la valeur, entre autres.



SYNERGIES AFRICAINES : AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE DES POPULATIONS

ÉCLAIRAGE

▶ « Notre institution bénéficie d'une grande audience internationale »

Le secrétaire exécutif des Synergies africaines explique l'appui de la Première dame envers la structure dont il a la charge.

Propos recueillis par Abraham Ndjana

Monsieur le Secrétaire exécutif, quel bilan faites-vous des actions menées par Synergies africaines depuis sa création ?

Il me paraît tôt de dresser un bilan exhaustif de l'action menée par Synergies Africaines. Mais nous ne pouvons constater qu'avec bonheur que 16 ans après son lancement à Yaoundé en novembre 2002, à l'initiative et sous la haute impulsion de Mme Chantal Biya, Première dame du Cameroun, l'engagement humanitaire des Premières dames d'Afrique est demeuré intact.

Malgré la conjoncture difficile, beaucoup a été fait. De nombreuses actions ont été menées dans des domaines aussi variés que la lutte contre le sida, la promotion de l'éducation et l'autonomisation de la femme et de la jeune fille, la prévention et la prise en charge des maladies chroniques, la lutte contre la prolifération des médicaments contrefaits, la recherche fondamentale et opérationnelle dans la prévention et la prise en charge des IST, le VIH et le Sida, etc.

Synergies Africaines bénéficie aujourd'hui d'une grande audience sur la scène régionale et internationale, notamment grâce à l'engagement inébranlable de Mme Chantal Biya, Présidente Fondatrice, avec le soutien constant de Son Excellence Paul Biya, président de la République du Cameroun, chef de l'État.

Comment la population camerounaise accueille-t-elle les œuvres de Synergies Africaines ?

Aussi bien au Cameroun qu'ailleurs, la volonté des Premières Dames est d'accompagner les pouvoirs publics dans leurs efforts d'amélioration de la santé et du bien-être des populations avec un accent sur les plus déshérités. C'est dans cet esprit que Synergies Africaines, sous la dynamique conduite de sa Présidente Fondatrice, se déploie sur le terrain. Au Cameroun, nous pouvons dire sans exagérer que les populations apprécient les actions qui sont menées. Cela se vérifie par la relation fusionnelle qui lie Mme Chantal Biya à ces populations qui n'hésitent pas, chaque fois que l'occasion leur est donnée, à lui témoigner leur reconnaissance. Cependant, reconnaissons que l'inadéquation entre les moyens mobilisés et les besoins toujours plus pressants et illimités des populations bénéficiaires est patente.

2030 est la nouvelle échéance de synergies africaines pour l'éradication du sida. Comment comptez-vous procéder pour y parvenir ?

La Communauté internationale a fixé l'éradication du Sida en tant que menace de santé publique à l'horizon 2030. C'est

un nouveau cap. Il est ambitieux. Naturellement, les Premières dames de Synergies Africaines, sous le leadership de Mme Chantal Biya, y ont pleinement souscrit et ont décidé de prendre une part très active dans cette nouvelle dynamique.

Elles entendent continuer à mener des actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux, afin de mobiliser encore plus de ressources humaines, matérielles, logistiques et financières. L'objectif visé est de faire en sorte que d'ici 2025, 95% de personnes connaissent leur statut sérologique, 95% soient mises sous traitement ARV et 95% des personnes sous ARV aient une charge virale indétectable.

C'est au prix de ces efforts que nous pouvons espérer voire émerger une génération sans Sida en 2030. Je voudrais insister sur la nécessité de faire ces efforts supplémentaires maintenant, au risque d'assister à un rebond de l'épidémie. Nous sommes à présent engagés dans une course contre la montre et nous ne pouvons pas nous permettre de nous arrêter avant la ligne d'arrivée.

Au moment où Synergies Africaines fête son 16ème anniversaire, quelles promesses faites-vous aux malades du Sida pour éradiquer cette pandémie ?

Plus de 30 ans après la découverte du virus, la pandémie de Sida a causé la mort d'environ 85 millions de personnes. C'est la grande tragédie de notre temps. Nous devons toujours nous rappeler que ce sont nos sœurs, nos frères, nos enfants dont les espoirs et les ambitions ont été contrariés par un mal qui n'est pas non plus une fatalité. Nous savons aujourd'hui comment se prémunir du VIH. Nous pouvons aujourd'hui grâce à l'utilisation du préservatif arrêter la chaîne de transmission.

Les antirétroviraux, toujours plus efficaces, permettent aujourd'hui aux personnes séropositives d'avoir une espérance de vie comparable à celle des personnes séronégatives. Et grâce aux progrès de la science, les femmes séropositives peuvent donner naissance à des nouveau-nés sains.

Toutes ces avancées obtenues au prix d'importants sacrifices, si elles sont vulgarisées à grande échelle, sont susceptibles de nous permettre d'éradiquer le Sida. C'est à portée de main. Nous le devons à toutes les victimes de cette terrible pandémie. Les Premières dames de Synergies Africaines quant à elles sont résolument engagées à jouer leur partition. A cet effet, le plaidoyer de Mme Chantal Biya, ambassadrice spéciale de l'ONUSIDA, reste constant et inchangé.

L'essentielle



Jean Stéphane Biatcha

Secrétaire exécutif de Synergies Africaines

PRÉCIS

« Toutes ces avancées obtenues au prix d'importants sacrifices, si elles sont vulgarisées à grande échelle, sont susceptibles de nous permettre d'éradiquer le Sida. »



Maman est formidable, elle a assuré ma rentrée scolaire et payé tous mes frais de scolarité grâce à son compte ORA SCOLAIRE & UNIVERSITAIRE de RENAPROV FINANCE S.A.



PORT DE DOUALA

► Des dispositions prises pour le traitement écologique des épaves

Le projet d'enlèvement des épaves de navires en cours actuellement au sein de cette infrastructure portuaire intègre le traitement des matières polluantes qui pourraient s'y trouver.

Blaise Nnang

Le volet environnemental n'est donc pas oublié dans le projet d'enlèvement des épaves de navires au port de Douala-Bonabéri. Selon des précisions recueillies auprès des autorités de cette infrastructure portuaire, des dispositions nécessaires sont prises pour le traitement écologique des matières polluantes (élément radioactif gamma, amiante, produits hydrocarbures, laine de roche,) qui pourraient se retrouver dans les navires. C'est dans le cadre du projet d'enlèvement urgent et stratégique de 25 épaves de navires en cours au Port de Douala-Bonabéri. Pour cela, le plan de management de ce projet d'enlèvement des épaves, informe-t-on, comporte tout un volet important de management de l'environnement. Cette composante consignée dans le paragraphe 5.5 du document du projet contient l'ensemble des mesures aussi bien préventives que correctives pour la gestion de toutes les substances polluantes trouvées. C'est ainsi que depuis le lancement officiel du projet, le 04 juin 2018 par le ministre des Transports, les travaux se déroulent sous le contrôle de l'unité opérationnelle responsable de la maîtrise d'œuvre en régie des travaux. A

ce jour, précise-t-on, l'entreprise Bonifacio, adjudicataire de ce marché a déjà enlevé 13 premières épaves de navires sur les 25 prévues. Et, le démantèlement de ces 13 épaves n'a révélé jusqu'ici, aucune présence d'amiante, indique-t-on.

Toutefois, rappellent les autorités du port autonome de Douala, un gamma densimètre (un instrument de mesure de la densité des sédiments dragués) de la drague Youpwe avait à l'origine une charge de faible radioactivité. La désarticulation de cet instrument a été faite selon la procédure établie dans le plan de management environnemental avec l'appui d'une société agréée par le ministère de l'Environnement. Egalement, informe-t-on, le Port autonome de Douala a fait recours à l'expertise de la délégation régionale de l'Agence Nationale de Radioprotection (ANR) et celle de la société HYDRAC (Hydrocarbures Analyses Contrôles). Ce sont donc ces deux institutions qui devraient s'occuper du transport et de la sécurisation définitive de l'élément radioactif du densimètre. Une descente conjointe est d'ailleurs prévue demain, mardi 20 novembre 2018 sur les sites d'enlèvement et d'entreposage, précise-t-on. Mais pour la destruction définitive de l'élément radioactif, le PAD a pris contact avec le constructeur dans le cadre



d'une éventuelle expédition retour.

En rappel, depuis plus d'une trentaine d'années, les épaves qui jonchent les plans d'eau, les quais et les darses ont toujours constitué un obstacle majeur à l'attractivité et à la compétitivité du Port de Douala-Bonabéri et celui de Limbe-Tiko. Véritable serpent de mer hier, la problématique des épaves aux Ports de Douala-Bonabéri et de

Limbe-Tiko a enfin trouver une solution dans le cadre du processus de rénovation, de transformation et de modernisation en cours, se félicitent les autorités du PAD. En effet, la direction générale de cette infrastructure portuaire avec le soutien du conseil d'administration, en a fait une priorité majeure depuis un an.

GESTION

► Les épaves seront vendues aux enchères

Un Comité ad hoc créé par le gouvernement sera chargé de cette vente.

B.N.

La gestion de la ferraille issue des épaves qui sont enlevées au port de Douala n'incombe donc pas au Port Autonome de Douala (PAD). Tout un comité ad hoc a été créé par le gouvernement et sera chargé de la vente aux enchères de ces épaves. Le projet d'enlèvement des épaves au Port de Douala-Bonabéri a donc pour seul objectif, l'élimination des dommages qu'elles causent, notamment, les pertes financières, les risques de pollution et les dangers à la navigation, précise-t-on. Et déjà, l'enlèvement de 13 épaves sur les 25 que prévoit la première phase d'enlèvement urgent et stratégique en cours va permettre de libérer le quai des accès, les zones de cabotage et la darse de pêche. Elle va s'étendre par la suite aux autres quais, dont le quai commercial, la darse à bois et le quai des forces

de défense, informe-t-on.

Les épaves enlevées sont ainsi découpées et stockées sur un site préparé à cet effet au village Youpwe, dans la perspective de l'achèvement de la procédure de réforme par leur vente aux enchères publiques, conformément à la réglementation en vigueur. La gestion de ce processus doit se dérouler en toute transparence, précise-t-on au port de Douala. Pour ce faire, l'opération sera conduite par une commission ad hoc dédiée à l'opération et constituée de toutes les parties prenantes. En effet, indique-t-on, les épaves de bateaux sont devenues une source de revenus qui attise des convoitises. Pour le Port autonome de Douala, cette manne est somme toute négligeable par rapport aux dépenses que le PAD va engager pour leur enlèvement. La préoccupation essentielle pour le top management du PAD est la libération des plans d'eau, les quais et les darses pour une meilleure navigabilité et exploitabilité.



Zumbach victime de son succès

Confrontées aux réalités du terrain, les allégations avancées par un certain Mouvement Camerounais pour le Patriotisme Economique (MCPE), semblent éloignées de la vérité des faits.



Marc Mounga

Dans un communiqué de presse publié sur les réseaux sociaux le week-end dernier, une organisation dénommée « Mouvement Camerounais pour le Patriotisme Economique » (MCPE) « porte à l'attention de l'opinion publique nationale et internationale qu'une action a été engagée auprès de l'Assemblée nationale pour attirer son attention sur l'attitude de monsieur Luc Magloire Mbarga Atangana, ministre du Commerce en complicité avec le retraité de nationalité suisse installé au Cameroun depuis plus d'une décennie monsieur Pierre Zumbach, promoteur des

événements : PROMOTE, FIAC et YAFE. ». Dans le même ordre d'idées, la CONAC, le CONSUPE, le TCS, la Chambre des comptes sont sollicités pour se saisir du dossier.

Le MPCP prétend que le ministère du Commerce « finance les activités de Pierre Zumbach avec l'argent du contribuable camerounais à hauteur de plusieurs centaines de millions chaque année ignorant ainsi et avec orgueil, les initiatives locales dans le même secteur. Plus grave, il s'apprête à faire passer cette enveloppe à hauteur de 350 000 000 FCFA dans le cadre du budget de l'année 2019 en préparation... » Pour sa part, « le Quotidien de l'Economie » dans son édition 16 novembre 2018, mentionne que le ministère du Commerce octroie 100 millions de FCFA à

chaque édition de PROMOTE dont le budget s'élève à 2 milliards de francs CFA.

« Il s'agit d'un fuisceau d'incertitude, d'incorrections et de faussetés », selon un responsable du ministère du Commerce, émanant de Djibril Adamou Moussa, se prétendant secrétaire exécutif du MCPE, dans un contexte de tenue de la session budgétaire. Il y a donc là confusion et amalgame, face à ce qui se dégage clairement comme une mauvaise maîtrise des réalités. Car contrairement à ce qui est prétendu, le salon Promote qu'organise l'entreprise Inter-Progress de Pierre Zumbach ne saurait être une entreprise privée à laquelle le ministre du Commerce verse de manière illégale des fonds publics. Il s'agit plutôt d'une manifestation promotionnelle qui a obtenu l'onction des pouvoirs publics, à travers un protocole d'accord signé entre le gouvernement camerounais et la Fondation Inter-Progress. Dans cet accord, le ministère du Commerce est le mandant du gouvernement alors que la Fondation en est le mandataire. Cela fait d'ailleurs suite à l'Accord de coopération du 02 avril 1993 paraphé côté camerounais par le ministre des Relations extérieures et qui précise dans ses détails, les droits et les obligations de chaque partie.

Il faut préciser que tout ce dispositif, selon des sources concordantes aussi bien du ministère du Commerce que de la Fondation Inter-Progress, s'est nourri de la correspondance N° A377/SG/PR du 15 décembre 2014 qui demande au ministère du Commerce, mandataire du gouvernement, d'organiser en alternance à Douala la Foire internationale des affaires et du commerce et à Yaoundé, le Salon

international de l'entreprise, de la PME et du Partenariat (PROMOTE). Pour cette dernière manifestation, si les charges inhérentes à son organisation s'élèvent à environ deux milliards, la part du ministère du Commerce prélevée sur son budget n'est que de 100 millions. Comme on le voit, il s'agit tout simplement d'une volonté manifeste de la part des spécialistes de la diffamation, confondus dans leurs allégations par les chiffres des experts de l'Organisation Nationale des Experts Comptables du Cameroun (ONECCA) dont les chiffres de l'audit demeurent tout naturellement plus crédibles que les diffamations gratuites.

Sur la supposée « injustice vis-à-vis de l'initiative et de l'expertise locale », le ministère du Commerce contribue pourtant chaque année au financement de diverses activités promotionnelles : la Foire internationale de Douala pour le Développement, la Fête du Plantain, la Fête du Manioc, le Fessti-Kanga, la Foire musicale, artistique, industrielle et commerciale de Douala, la Foire gastronomique du Ndé, entre autres. Cela étant, il convient de rappeler que le patriotisme économique n'est pas toujours entouré d'efficacité par certains Camerounais. Par le passé et plus près de nous, des manifestations foraines organisées par des nationaux, ayant reçu le soutien institutionnel et financier de l'Etat, se sont noyées dans des forts relents d'escroquerie. Ce qui a contribué à ternir l'image du pays qu'un étranger, Pierre Zumbach s'attèle à rehausser grâce à ses concepts d'actions promotionnelles.

SÉMINAIRE SAINT JOSEPH D'AKONO

Réouverture solennelle le 25 novembre prochain

Dans le cadre de la réouverture dudit établissement, une assemblée générale extraordinaire conjointe s'est tenue le vendredi 16 novembre dernier au centre Saint Jean XXIII de Mvolyé.

Bartho Amugu

L'ordre du jour portait sur les modalités de la participation active des anciens séminaristes à cet événement important. Lesdits travaux ont débuté par une prière et un chant sur la présidence de Paul Célestin Ndembiyembe Bakoume, président exécutif du bureau exécutif.

Il s'agissait donc de répondre positivement à la note pastorale de l'Archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Jean Mbarga pour la réussite de cet événement du dimanche 25 novembre prochain à Akono. Cet événement qui consacre la résurrection du petit séminaire d'Akono doit être grandiose, tel que souhaité par l'Archevêque. Une lettre pastorale a été lue par le 1er vicaire général de l'archidiocèse de Yaoundé, note pastorale à l'époque de Mgr Jean Zoa, expliquant les raisons de la fermeture du petit séminaire : « Mauvais état de la route, manque d'enseignants, problème d'approvisionnement en produits vivriers des séminaristes et de leurs encadreurs ».

En 2015, le synode diocésain estime que le séminaire Sainte Thérèse de Mvolyé ne remplit plus les conditions pour la formation à cause du cadre n'offrant pas de sécurité. Cette réunion devait donc édifier les anciens



seminaristes sur l'importance et la portée de la cérémonie du dimanche 25 novembre prochain car, ils seront en même temps invitants et invités, surtout organisateur de l'évènement marquant la résurrection du séminaire.

Quant aux conseils pratiques, « l'ancien », le Pr Norbert Ndong a édifié les participants sur les grandes articulations de l'évènement du 25 novembre : 10h messe pontificale en la cathédrale d'Akono, présidée par Mgr Jean Mbarga ; mot de bienvenue du maire d'Akono ; mot du président de l'ARESEMAKO ; mot du représentant des élites d'Akono ; visite guidée

des locaux ; agapes dans l'enceinte du séminaire.

La participation physique et matérielle de tous les anciens séminaristes et assimilés est exigée à cause des valeurs chrétiennes acquises au petit séminaire Saint Joseph et qu'il faut pérenniser ces valeurs éthiques, morales, spirituelles et intellectuelles. Cependant, pour la réussite de cet évènement, il convient de faire simple. Le président a donc invité les membres à s'inscrire pour ceux qui préfèrent le voyage en groupes. Un échancier a déjà été établi et la référence sera la date du 19 mars 2019 (fête de

Saint Joseph, patron du séminaire d'Akono). A cette occasion, les anciens séminaristes éprouveront la substance de leur première réponse. Avant cette date, quelques réunions auront lieu pour identifier les besoins et y apporter certains éléments de réponse. Dans son article 4, la charte précise que le but de l'association est d'accompagner la renaissance du petit séminaire Saint Joseph d'Akono sous la direction et la responsabilité du clergé diocésain ; créer un cadre de rencontre et d'échange, de solidarité et de partage entre les anciens des premières promotions et ceux des nouvelles générations ; apporter une contribution multiforme à l'encadrement et à l'épanouissement des jeunes séminaristes.

Par la voix du secrétaire général de l'association Jean Marie Njock, la lettre de remerciements de l'Archevêque suite à la contribution symbolique de la réunion de septembre dernier, la réussite de la fête organisée à la CASBA le 14 octobre dernier pour les noces de diamant du père Ferdinand Azegue et l'annonce des funérailles traditionnelles de Mgr François Xavier Amara prévues le 1er décembre prochain dans son village natal, sous la conduite de Mgr Jean Mbarga. Les participants vont se séparer après une prière et le chant du salve regina animé par Jean Jacques Evini Avang, après un partage fraternel.

CERAC

► Chantal Biya aux chevet des femmes de l'Adamaoua

La présidente fondatrice du Cercle des amis du Cameroun (CERAC), a offert d'importants dons aux femmes rurales dans les villes de Meiganga et de Tignère. Des infrastructures rénovées et équipées ont également été rétrocédées aux populations.



Aboubakar Yero

La délégation du Cercle des amis du Cameroun conduite par la secrétaire d'Etat auprès du ministère des Forêts et de la Faune, Oumoul Koulsoumi épouse Boukar, a séjourné les 15 et 17 novembre derniers dans les villes de Meiganga et de Tignère. Comme il est de coutume, les membres du CERAC ne sont pas allés les mains vides. Meiganga, chef-lieu du département

du Mbéré, les Amazones du CERAC ont remis d'importants dons constitués d'intrants et matériels agricoles à 15 groupements d'initiatives communes (GIC) issue des arrondissements du Mbéré. Les dons sont constitués d'engrais et de brouettes ainsi que des arrosoirs. Mme Oumoul Koulsoumi épouse Boukar a également procédé à rétrocession symbolique de la délégation départementale de la promotion de la femme et de la famille du Mbéré. C'est donc un bâtiment flambant neuf que les femmes

du CERAC ont remis aux femmes du Mbéré. « Le bâtiment était dans un état de délabrement, nous étions dépassés. L'intervention des femmes du CERAC en urgence pour réhabiliter et équiper ce centre permet aujourd'hui d'assurer l'épanouissement de la femme et des jeunes filles du département du Mbéré. Nous remercions Mme Chantal Biya, pour ce geste de magnanimité », se réjouit la représentante des jeunes femmes du Mbéré. Au-delà de la rénovation du bâtiment, le centre a bénéficié d'importants matériels de coutures, de bureau, des ordinateurs. Après le Mbéré, le Cercle des amis du Cameroun a mis le cap sur Tignère dans le département du Faro et Déo. Plusieurs associations et groupements d'initiatives communes de femmes rurales du Faro et Déo ont bénéficié d'intrants et de matériels pour booster leurs productions agropastorales. Falmatou Garba, présidente du réseau d'associations des femmes du Faro et Déo, a saisi le prétexte pour saluer les actions de la Première dame, Chantal Biya. « C'est un ouf de soulagement de voir que notre maman, Chantal Biya, est à notre écoute. En tant que mamelle nourricière, la femme de ce département se réjouit du soutien qu'elle vient de recevoir. Nous en ferons bon usage pour booster la production et améliorer la vie de

nos familles », a promis la présidente du réseau d'associations des femmes du Faro et Déo. Dans son discours de circonstance, la représentante personnelle de la Première dame, Oumoul Koulsoumi épouse Boukar justifie cet élan de cœur des femmes du CERAC : « L'agriculture et l'élevage sont importants, il n'y a pas de grands pays, ni de grande puissance sans sécurité alimentaire des populations, sans dispositif efficace d'éradication de la pauvreté. Le soutien de la Première dame aux femmes vise à diminuer la pénibilité du travail de la terre et booster leur production, tout en visant la quête de leur autonomisation dans le tissu socioéconomique de notre pays ». Dans le Faro et Déo, le CERAC a également réhabilité et équipé le centre de santé intégré de Tignère. « Le geste de cœur de la Première dame vient soulager de plusieurs maux », se félicite le maire de Tignère Mohamadou Laminou. Pour le médecin chef du district de santé de Tignère Dr Luc Pombet, c'est un nouveau jour qui se lève pour les populations du Faro Déo dont le centre de santé intégré a vu son plateau technique amélioré ainsi que les conditions d'hospitalisation des patients.

Nécrologie

► Luc Assamba n'est plus

Le maire de la commune du 2^{ème} arrondissement de la ville de Yaoundé s'est éteint le 16 novembre dernier des suites de maladie au Centre des urgences de l'hôpital central de Yaoundé.

Arnaud Joseph Etoundi



Il était alors âgé de 59 ans au soir de sa disparition, celui que ses proches appelaient affectueusement « Prési ». Vendredi 16 novembre 2018, la mort a eu raison de Luc Assamba, au centre des urgences de l'hôpital central de Yaoundé (CURY) où il a rendu l'âme des suites de maladie. Au sein de sa famille biologique et de la grande famille Tsinga à Yaoundé, c'est une immense perte. Luc Assamba était alors nanti de plusieurs casquettes, notamment sur le plan politique et sportif. Communément appelé « Prési », ce leader était président de la section RDPC Mfoundi II, et membre titulaire au comité central du même parti politique. Ajouté à cela, était sa casquette de

président de la ligue régionale de football du Centre.

On le savait alors malade depuis quelques temps selon le témoignage de François Ndong, petit frère du défunt « le maire a eu un malaise d'une semaine, c'était jeudi de la semaine passée. Vendredi matin nous sommes allés à l'hôpital, il a fait appel au directeur de l'hôpital Central le Pr Fouda, qui lui a demandé de se rendre à l'hôpital. Pendant les trois jours précédant sa mort, il n'y avait aucun signe évolutif, et mon frère présentait des signes de fatigues extrême. C'est alors qu'on nous a envoyé au service des urgences où il a finalement rendu l'âme », a-t-il dit. Depuis l'annonce de la disparition du Maire de Yaoundé 2 vendredi dernier, plusieurs personnalités de la République, collègues, amis et proches du défunt défilent au domicile du disparu qui ne désemplit pas, question pour eux d'apporter du réconfort à la famille éprouvée. « J'ai été très attristée d'apprendre la nouvelle, et je suis passé réconforter son épouse. Luc Assamba était une personne très affable et très aimable », a martelé Yvette Claudine Ngon, Maire de la commune du 5^{ème} arrondissement de Yaoundé. En attendant le déroulement des obsèques de Luc Assamba, ses proches garderont toujours en mémoire le nom et les loyaux services que cet ingénieur informaticien et chef de la cellule informatique à la Communauté urbaine de Yaoundé a rendu à la nation, depuis son arrivée à la tête de la mairie du 2^{ème} arrondissement de la ville de Yaoundé en 2007.

► Avenir Ava forever

L'auteur de la chanson « Abié » a finalement succombé à ses blessures hier au Centre des urgences de l'hôpital central de Yaoundé où il était en soins intensifs.

A.J.E.



L'univers musical camerounais est en deuil. Le bal des morts de fin d'année 2018, n'a pas épargné l'artiste musicien Avenir Ava. Il a rendu l'âme, hier dimanche 18 novembre, à Yaoundé. Après avoir été blessé par balle à son domicile sis à Nkoabang une banlieue de Yaoundé dans la nuit du 14 au 15 novembre dernier par des malfrats, l'auteur de la chanson « Abié » se trouvait alors en soins intensifs au Centre des urgences de l'hôpital Central de Yaoundé. Il a finalement succombé à ses blessures et s'en va à fleur de l'âge. Les circonstances de son agression sont jusqu'ici encore floues. D'après les informations relayées par nos confrères du site web

www.panoramapapers.com dans sa rubrique culture, il ressort que c'est aux environs de 01 heure du matin dans la nuit du 14 au 15 novembre 2018, que l'artiste Avenir Ava s'est fait tirer dessus par deux individus non identifiés devant son domicile. À en croire les témoignages de son épouse, A. Ava aurait été agressé par des malfrats à moto. « J'ai entendu mon mari ouvrir le portail. J'ai également entendu le bruit de sa voiture. Quelques instants après, deux autres voix d'hommes se sont également fait entendre. L'un d'eux s'est écrié tu ne donnes pas ? s'en sont suivis deux coups de feu. C'est alors que j'ai ouvert la porte centrale et j'ai aperçu deux individus qui s'enfuyaient à moto. J'ai essayé de me rapprocher, c'est à ce moment que j'ai vu mon mari baignant dans son propre sang. Je me suis mise à crier, les voisins ont accouru », a-t-elle confié les yeux larmoyants et précisant par la suite que les bourreaux n'ont rien emporté avec eux dans leur fuite. Pour le moment, une enquête a été ouverte par les éléments du groupement spécial des opérations de la police (GSO) pour traquer et rattraper ces hors-la-loi, pendant que les familles artistiques et biologiques du disparu pleurent un proche, un ami, un parent, un fils ou encore un père que le bal de la mort n'a pas raté après avoir emporté quelques jours plutôt, le maire de la commune du 2^{ème} arrondissement de la ville de Yaoundé Luc Assamba.

TRANSFUSION SANGUINE

► Neuf milliards pour renforcer le système camerounais

Le ministre de la Santé publique André Mama Fouda a procédé à la signature d'un protocole d'entente avec le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé, Phanuel Habimana.

Bélise Hiol

Le dit protocole d'entente prévoit la construction et l'équipement d'un centre national de Transfusion sanguine (Centre et Sud), de trois centres interrégionaux (septentrion, littoral, sud-ouest, ouest et nord-ouest) et d'un centre régional (Est). Le projet de Renforcement du système national de transfusion sanguine doit être exécuté sur cinq ans. Il s'élève à 8 milliards 714 millions 901 mille 418 Fcfa, financement de la Banque Islamique de Développement. Selon Phanuel Habimana, ce projet vise à doter d'ici cinq ans le Cameroun d'un cadre institutionnel pour un système de transfusion sanguine effectif, d'un système de recrutement des donneurs de sang volontaires, anonymes et non rémunérés de structures de transfusion sanguine opérationnelles et équipées de ressources humaines compétentes pour un programme national performant.

Le Projet de Renforcement du système national de transfusion sanguine a ainsi pour but de transformer le système actuel basé sur les dons de remplacement et/ou familiaux en un



système basé sur des dons de sang réguliers. Il a pour cible les femmes enceintes, les enfants de moins de cinq ans, et tous les malades ayant besoin de transfusion sanguine.

Statistiques

En 2017, on totalise 91.047 poches de sang collectées à travers le pays. Soit à peine 23% de couverture des besoins, qui s'élèvent à 400.000 poches sécurisées par an. Et dans ce taux, seu-

lement 2% de poches de sang proviennent de donneurs volontaires. Ce qui est à l'origine de 40% de mortalités maternelles (complications hémorragiques) ; mais aussi, de décès des suites d'anémie de nombreux décès d'enfants de moins de cinq ans. Cette insuffisance impacte aussi négativement sur la prise en charge des cas chirurgicaux, des malades chroniques, des victimes d'accidents et de catastrophes, etc.

OBSERVATOIRE DES ÉLECTIONS

► La CNDHL rend son rapport

La cérémonie de présentation de ce rapport a eu lieu vendredi dernier au siège de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) à Yaoundé.

Annette Olinga

Au cours de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL), a déployé 180 observateurs sur l'étendue du territoire national. Après avoir couvert plus de 2000 bureaux de vote, la CNDHL a dressé un bilan général de la récente élection présidentielle au Cameroun.

D'après ce rapport d'une trentaine de pages en français et en anglais, il ressort que l'élection présidentielle au Cameroun s'est déroulée dans un climat relativement calme, avec la disponibilité du matériel de vote et une avancée relative à l'introduction des bulletins de vote en braille. Avec un taux de participation de 53, 85%, en général, le rapport de la CNDHL relève la grande ferveur observée lors des audiences du Conseil constitutionnel. Un conseil constitutionnel qui s'est caractérisé par sa composition, son mode de désignation et son mode opératoire.

Cependant, la CNDHL déplore dans ce document, de nombreuses irrégularités. Il s'agit notamment de la limitation du nombre d'observateurs largement décrié par les OSC, de la non maîtrise des textes et des opérations de vote par les membres des commissions locales de vote et les représentants des partis politiques et, des nombreuses anomalies observées sur le fichier électoral. En soulignant l'engouement des jeunes, l'intervention des nouveaux entrepreneurs politiques, le déploiement des candidats dans les réseaux sociaux, le président de la CNDHL, Chemuta Divine Banda a déclaré « les choses ne seront plus jamais les mêmes, en ce qui concerne la conduite des processus électoraux dans notre pays ».

Une prise de position qui va s'accompagner par des actions concrètes sur le terrain. La CNDHL entend dans les prochains jours, purger le fichier électoral de toutes les anomalies constatées pendant le scrutin ; procéder à un choix exigeant et à une meilleure formation des membres des commissions locales ; former les militants sur le processus électoral et les sensibiliser sur l'éthique démocratique et enfin adopter des règles consensuelles garantissant davantage l'indépendance et l'efficacité opérationnelle des organes en charge de l'organisation des élections au Cameroun. En ce qui concerne la commission, elle entend s'impliquer davantage dans le respect du mandat que lui donne la loi qui l'a créée. De même, elle appelle les électeurs en âge de voter, à s'inscrire sur les listes électorales dès la reprise des opérations d'inscription. Elle interpelle enfin tous les acteurs pour la consolidation de la culture des droits de l'homme.

CRIMINALITÉ FAUNIQUE

► Trois personnes au tribunal

Elles sont poursuivies pour détention et de mise en circulation illégales de milliers de produits fauniques

René Noël Atangana

Le 23 novembre prochain, trois trafiquants se présenteront à nouveau devant le tribunal de première instance de Bonanjo à Douala. Ils ont été arrêtés avec 158 défenses d'ivoire, plus de 1000 kg d'écaillés de pangolin, 124 têtes de perroquets et plus de 1300 plumes de perroquets il y a un an, alors qu'ils chargeaient la marchandise de contrebande à bord d'un camion qui se dirigeait vers le Nigeria. L'opération a été menée dans le quartier du « Bois de Singes » à Douala par le Groupement Mobile d'Intervention (GMI) suite à des enquêtes qui, selon une source proche de l'affaire qui a requis l'anonymat, ont fournis des preuves suffisantes des activités des trois individus. Les débats se poursuivaient au sujet de l'affaire qui sera entendue pour la dixième fois, et un organisme d'appui à l'application de la loi sur la faune, LAGA, assiste techniquement les responsables de la faune dans le suivi du dossier. Les témoins devront prendre la parole lors de l'audience pour témoigner au procès qui tire bientôt à sa fin. Selon la loi sur la faune, quiconque est trouvé en possession d'une partie ou de la totalité d'une espèce sauvage protégée est considéré comme ayant tué ou capturé l'animal, et encourt une peine de prison pouvant aller jusqu'à 3 ans. La destination des



produits et les quantités impliquées indiquent un trafic très organisé, avec Douala comme centre de collecte des produits provenant de différentes régions du pays. Une variété de produits en si grandes quantités n'est pas très courante, car quand ils vendent en gros, les trafiquants n'ont généralement qu'un seul produit, ceci selon des spécialistes de l'application de la loi sur la faune « il y a un lien probable entre le trafic d'ivoire et d'écaillés de pangolin ».

Les hausses de prix d'écaillés de pangolin sur les marchés asiatiques attirent les trafiquants d'ivoire dans le secteur des écaillés. Certains

trafiquants d'ivoire se sont lancés dans le trafic d'écaillés de pangolin ou ont simplement ajouté le trafic d'écaillés à leur portefeuille. Cela ne peut constituer qu'une très mauvaise nouvelle pour les organismes chargés de l'application de la loi, car les trafiquants d'ivoire sont parmi les plus sophistiqués du secteur et sont très difficiles à pourchasser et à arrêter. Le gouvernement camerounais qui a ratifié toutes les conventions internationales en matière de protection de la nature, entend poursuivre avec la dernière énergie, tous les trafiquants mineurs ou professionnels opérant sur son territoire.

NORTH WEST

POLITIQUE/ ÉCONOMIE/ MONDE/ SOCIAL

► Population decries 5 days of Ghost town

The over bearing effects of Ghost towns in the North West Region and the entire country since the beginning of what is now known as the Anglophone crisis cannot be underestimated.



Akwacho Precious

The numerous ghost towns have brought untold unemployment followed by hardships to the population of the Northwest Region of Cameroon. Surprisingly the so-called Interim Government of the Facebook Republic of Ambazonia, are shortsighted and cannot hold the plight of their people who have on countless occasions denounced the numerous calls for ghost towns due to its adverse effects. Yet, they claim they have the welfare of the people of Ambazonia at heart. In a recent Facebook live outing, the Secretary of State for the Facebook Ambazonia Republic, Chris Anu has categorically

declared that there shall be a 5 days Ghost towns, with specifications such as a complete shutdown of the town, no circulation and anyone who goes against this shall have him or herself to blame. According to him it is a response to the incarceration of their former government leaders in the persons of Julius Ayuk Tabe and Co at the Kondengui Maximum security prison in Yaounde.

Many critics have taken their turns in small gatherings in the city as well as on the social media describing such a call for a 5days strike as sheer niggardliness on the part of the Ambazonian leaders living peacefully in the diaspora. Others have described the revolution as a dictatorship-led government which has landed their revo-

lution into very unacceptable extremes, further plunging the common man into untold misery.

Talking to one of the leading businessmen in the city of Bamenda who prefers anonymity for security reasons, he holds that the population must stand as one man to wipe out this rotten notion that Ghost town sends signals to the government. He sought to know " Since the beginning of this their thing named ghost towns what has changed? You boycott events your absence is not even felt yet you continue in Ghost towns, you boycott national days, the government still holds its activities. They see it as a means of facilitating their activities even around town because there is no traffic, they move freely with their convoys. So who is affected? I don't even weep for myself or children, I have a tear on my cheek for the number of families that are being impoverished daily, and the number of youths who have been thrown off their jobs. I used to employ about 150 youths, due to the economic slowdown of our towns I do not have enough income to still have that number. I have trimmed to 20. So my only advise is that we should stop being fooled that ghost towns send signals to Yaounde because the signals do not go beyond their imaginations." Provokingly, another source opines that Chris Anu in his selfish communications asks Southern Cameroonians to stock their houses as though they have a treasury that pays out finances for home stocking on the

eve of Ghost town days. It should be noted that this announcement made by Chris Anu for the respect of this 5 days GT comes barely weeks after the 10 days GT that was observed by the population as measures to boycott the October 7th elections. Ironically the elections were held in a serene atmosphere albeit some intimidations in some parts of the region and President Paul Biya was elected to the supreme magistracy for another 7 years mandate.

Ghost Towns have become a part and parcel of the population of the Northwest to the extent that children as young as 4years old know when it is ghost town and tell you they will not go out for fear of being shot.

The continuous respect of Ghost town and the threats to security posed by the Ambazonian fighters pushed the Government through its Governor, Adolphe Lele L'Afrique to issue an indefinite dusk to dawn curfew, restricting the movement of person and circulation of vehicles from 6pm to 6am except for administrative cars with circulation permits. Calls have been made by the population for such a ban be lifted. The governor has maintained that as long as insecurity persists, the curfew will forever be in place. Governor Lele L'Afrique's continuous appeal to the youths based on the Head of State's speech at the National Assembly is a summary of the solution to the on going crisis, lay down your guns and join the other Cameroonians in nation building.

ANGLOPHONE CRISIS

► The hunter became the hunted, Secessionist military boss of «Boyo County» Drops Dead

General Amigo whose real name *L'essentiel du Cameroun* got as Anchang Fidelis, Commander-in-chief of the armed wing of the Ambazonian separatist fighters in Boyo county was shot dead by unidentified gunmen on the 16th of November 2018.

A. P.

In a press release dated November 16th signed by John Egyawan, the Secretary of State Department of Homeland Security for the visual Republic of Ambazonia, it is clearly stated that the ambush came at a time when General Amigo and his boys could not retaliate. He clearly states that General Amigo had served the revolution genuinely and his dead will not go in vain. General Amigo is not the first to die and will not be the last so long as this crisis plaguing the English speaking Regions of Cameroon continues. The current revolution has wasted the lives of thousands of Cameroonians both from the military and civilian population. Almost every week since the onset of the crisis, a family is aggrieved over the dead of a loved one owing to the crisis. It has become a game of who kills most, the mighty and powerful being those who can ambush and brandish killed and butchered human beings on social media. What a world ! However, the government is doing her very best to bring the crisis to an end.

Prime minister Yang Philemon and his entire cabinet led by the Mezam born Felix Mbayu, Mindelcom together with grassroot politicians and citizens of goodwill are tracking the separatists and the results are being felt. After president Biya's swearing in, Felix Mbayu multiplied meetings with inhabitants of Bamenda to seek ways of overcoming fear and threats from the terrorists. North West residents in general are clamouring for a return to peace so that they can go about their activities as in the past and with government's determination it will soon be a thing of the past. The too many leaders in the crisis before and after the incarceration of Julius Ayuk Tabe and co led to so much disunity within the IG, some claiming ownership of the Red dragons, some the AFP and others the ADF. In the midst of this confusion due to greed and the quest for leadership, General Amigo had a clash with another camp but they purportedly reconciled though many still link his death and that of his followers to the power tussle they initially had. The cracks are getting bigger on the walls.

The crisis has produced nothing short of



armed robbers, kidnappers, scammers, burglars, to name but these in the name of Amba defence unit. These guys are involved in the kidnappings of innocent people and the vicious demand for ransom. The new trend is that they write a note to an individual demanding for support and threaten to take away lives if the said individual does not comply. Many out of fear have complied and paid in huge amounts while others have vehemently opted for the "or" option, relying on instructions from the Government

not to disburse a penny. The continuous disunity amongst the various groups in the struggle is a further indication that there was no destination at the beginning. It will be logical for these youth to accept the fact that their so called leaders have deceived and are still deceiving them while carrying on with their individual activities such as sending their kids to schools in other towns of the country and abroad, taking care of their families and other businesses.

« Paul Biya mise sur la force de l'intelligence »

Louis Hervé NGAFOMO, PhD en Lettres modernes françaises, est Directeur de la Collection Recherche, Imaginaire et Civilisation d'Afrique (RICA) aux éditions Connaissances et Savoirs de Paris. Co-auteur des Collectifs *Francophonie académique et dynamique des savoirs contemporains. Historicité, identité et sécurité pour une vie durable (2018)*, *Nouveaux discours de la Francophonie à l'heure des grands défis mondiaux (2016)*, il est auteur de 64 modules en recherche et mutualisation des savoirs en francophonie.

Propos recueillis par C. Mvondo



Louis Hervé NGAFOMO

L'essentiel

PRÉCIS

La décision de Paul Biya n'est pas un hasard de l'histoire, mais une leçon de mémoire ré-enchantée en faveur de la Nouvelle histoire du Cameroun des grandes opportunités.

Le Chef de l'Etat S.E. Paul Biya vient d'ordonner le recrutement de 2000 enseignants titulaire du Doctorat/PHD dans les universités d'Etat. Une décision politique ou un acte de consolidation d'une vision de gouvernance ?

En tant que jeune Camerounais, je salue cette décision de recrutement de 2000 enseignants dans les Universités d'Etat. La stratégie de mise en œuvre étalée sur trois ans surtout : 1000 en 2019, 500 en 2020 et 500 en 2021. Cela suggère une lecture profonde d'un homme politique visionnaire. Avez-vous remarqué que cette décision survient sept jours nets après sa prestation de serment du 06 novembre 2018 à l'hémicycle de Ngoa Ekele ? La séméiologie du cycle chronologique s'exprime éloquentement dans sa symbolique numérologique, en faveur d'un cap tracé par l'homme d'Etat Paul Biya. L'offre de 500 000 ordinateurs dans le cadre du vaste projet PBHV (Paul Biya Higher Education Vision) posait déjà avec emphase les bases d'un projet extraordinaire du destin de l'Université camerounaise et, partant de la nation. Pour

nous qui travaillons dans les officines de l'ingénierie des connaissances à l'international, il est clair que cette offre des ordinateurs connecte les étudiants camerounais à la galaxie de l'entrepreneuriat et de la fabrique des intelligences innovantes.

Pensez-vous que cette décision de recrutement massif donne les garanties d'un enseignement supérieur de qualité et compétitif ?

Les indicateurs nous servent de boussole dans ce genre de situation. Il faut éviter des jugements hâtifs ou avoir une vision monoculaire. Cette attitude très répandue aujourd'hui chez certains compatriotes trahit la tradition de bon sens de plusieurs acteurs, qui parfois confondent leur combat idéologique et politique à la manifestation de la vérité des faits, intangibles et inaliénables à l'actif d'un visionnaire politique comme Paul Biya. Il convient de reconnaître que l'institution universitaire opère depuis la Réforme de 1993, la Loi d'orientation du 16 avril 2001 et la Nouvelle Gouvernance universitaire en 2007, un saut qualitatif et qualifiant vers la production des savoirs et des savoirs-faire. Le Chef de l'Etat appelle de tous ses vœux pour une université en synergie féconde avec sa société, s'appuyant sur l'aphorisme gréco-latin : « *Ubi societas, Ubi universitas* » (chaque société a son université).

Les concepts et les mots ont inondé le paysage de l'université camerounaise, la Nouvelle Gouvernance Universitaire est bien celui qui a le plus été prononcé par le président de la République. Peut-on trouver un lien entre ce concept et le recrutement spécial de 2000 enseignants en 2018 ?

En se référant aux défis de l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'efficacité du système de l'enseignement supérieur au Cameroun, conformément aux prescriptions de la loi d'orientation promulguée le 16 avril 2001, le recrutement actuel trouve un lien effectif avec la Nouvelle Gouvernance Universitaire proposée par le Chef de l'Etat Paul Biya. A titre de rappel, la Nouvelle Gouvernance Universitaire repose sur quatre pôles essentiels : la gouvernance managériale, académique, financière et sociale. Les officines de « savoirs transformateurs » comme je le dis dans mon ouvrage *Francophonie académique et dynamique des savoirs contemporains*, publié en 2018 trouve un cinquième paradigme dans la vision de Paul Biya, celui de l'intelligence socio-académique à longue portée. Connecter son cerveau aux info-routes et parler le langage des miracles sociaux, se bâtir un profil d'entrepreneur social par les actes d'« *intrapreneur* » conscient et ingénieux, ainsi se résume le crédo de cette nouvelle carte internationale de l'Université camerounaise. Le monde moderne qui tend la main aux universitaires s'accompagne d'immenses défis personnel et collectif. La

constance et la résonance de la vision du président se consolident autour d'un élargissement significatif du paysage universitaire, déjà à 08 Universités d'Etat. Une offre résout bien le déficit de la Sous-Région Afrique. La flamboyance de l'université Inter-Etat de Sangmelima ne me démentira pas.

Quel est le profil de l'enseignant d'université qui peut participer avec succès à la Nouvelle Gouvernance universitaire ?

Cette question pose le problème de la qualité de formation dans l'enseignement supérieur et vise aussi à attirer l'attention des futurs enseignants sur la rigueur et la démonstration de leur savoir-faire. Ces problèmes ne sont pas uniquement l'apanage du Cameroun. On les retrouve en France, en Belgique ou en Allemagne et dans bien d'universités américaines et asiatiques. Les conditions d'étude sont certes difficiles en Afrique, mais les étudiants Camerounais, par expérience d'anciens récipiendaires de la Bourse Eugen Ionescu de l'Agence Universitaire de la Francophonie, sont les meilleurs en Afrique et dans le monde. Le Cameroun a une boussole qui est le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et poursuit la vision d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035. A côté de ce socle de politique républicaine, on peut citer le Président Paul Biya qui trace la voie lors de son Discours de la Fête de la Jeunesse du 10 février 2007 : « *Quant à l'enseignement supérieur qui forme les futurs cadres de la Nation, je voudrais signaler l'importance de la mutation qui s'y prépare à travers la nouvelle gouvernance universitaire* ».

La diaspora est appelée à postuler lors de ce recrutement spécial de 2000 titulaires de Doctorat/PHD. Compte tenu des démonstrations de défiance et parfois de dénigrement du Cameroun, leur pays pourtant, Paul Biya demande-t-il à l'intelligentsia camerounaise d'aller chercher le feu du savoir et rentrer bâtir le Cameroun réel au lieu de rester dans les réseaux sociaux à trahir leur patrie ?

Je pense que la décision de Paul Biya n'est pas un hasard de l'histoire, mais une leçon de mémoire ré-enchantée faveur de la Nouvelle histoire du Cameroun des grandes opportunités. Nous avons assisté ces derniers mois à la création imaginaire d'une classe de citoyens camerounais de la république virtuelle. Le discours de certains remet en cause Urbi et Orbi toutes les avancées d'une longue marche d'un pays qui fait face aux défis sociaux, économiques et sécuritaires. Paul Biya pense que l'intelligentsia peut participer la construction de la Nation par les savoirs-faire reçus dans les grandes écoles du monde. La diaspora a sa place et cela se démontre chaque jour. Les patriotes se reconnaîtront par leur compétence et leur engagement à dispenser les enseigne-

ments à leurs compatriotes pour bâtir l'avenir de la nation.

La diplomatie académique est au cœur des piliers de l'économie prospère de certains pays enviés comme la Chine, le Japon, la Corée et bien d'autres d'Afrique. Etre citoyen c'est témoigner de son engagement à sauver cette terre qui nous rappelle sans condition ou compromission notre identité. L'identité camerounaise est et demeure un label de talent, de bravoure, de combattivité et d'intelligence envié dans le concert des Nations. Vous venez avec moi que les trois missions de l'université interpellent les enseignants Camerounais de la diaspora qui seront recrutés à savoir : la recherche, l'enseignement et le développement des communautés.

L'Université camerounaise dans un monde en mutation, mieux une société camerounaise qui nourrit des grands rêves de rayonnement. Le Système LMD donne-t-il les gages d'un pari possible ?

Le monde bouge et le monde change. L'université camerounaise vit ces changements dans tous les sens. Le projet de société du Président Paul Biya repose sur la force de l'intelligence des universitaires. Le système LMD Je ne saurais me prévaloir de répondre à cette question avec le bonheur attendu car le Ministre de l'Enseignement supérieur Pr Jacques Fame Ndongo le fait éloquentement dans l'éditorial Sup Info du N0 016 Juillet 2010 en ces termes : « *Le système LMD n'est pas un slogan mais un programme qui devra être porté par notre arrimage à un système LMD assis sur des curricula qui en garantissent la philosophie. La nation est en droit d'attendre légitimement d'un enseignement supérieur futuriste et avant-gardiste, capable de remplir ses missions fondamentales* ».

Pensez-vous postuler aussi à ce recrutement pour partager votre expérience de direction des travaux scientifiques qui fait de vous le Directeur de la Collection Recherche, Imaginaire et Civilisation d'Afrique aux éditions Connaissances et Savoirs de Paris ?

Je suis de ceux qui pensent qu'il est plus qu'urgent de donner le meilleur de soi à son pays. Je suis Camerounais et je compte participer pleinement à la construction de mon pays. Je vais postuler évidemment ! Je puis vous confier que sur les 48 ouvrages dirigés en deux ans en tant que Directeur, les meilleurs travaux, du plus loin que je me souviens, sont ceux des universitaires et penseurs libres d'origine camerounaise. Je compte apporter ma modeste contribution dans l'ingénierie de création des revues de standard international dans nos universités, créer des Incubateurs de réseaux scientifiques en zones universitaires et mettre un accent sur le numérique éducatif conformément à la vision du gouvernement concernant les TICs.

▶ Olivette Otele, première noire professeur d'histoire au Royaume-Uni

Ouvriers, étudiants, infirmiers, enseignants, sportifs, artistes, informaticiens ou médecins camerounais. Vous ne verrez probablement pas leurs visages derrière les pancartes brandies à Paris, Genève ou Washington. Ils sont pourtant la fierté et font l'honneur du Cameroun à travers le monde. Découvrons cette diaspora laborieuse qui fait briller le Cameroun.



Marc Mounga

D'origine camerounaise et enseignante à l'université Bath Spa, Olivette Otele, est devenue la première professeure d'histoire noire au Royaume-Uni. La Pr Otele est également devenue la première femme de race noire à se voir attribuer un poste de chaire personnelle, en reconnais-

sance de son haut niveau de réussite dans ce domaine. Titulaire d'un doctorat en histoire de l'Université Sorbonne en France, elle a alors déclaré : « Je suis ravie d'avoir reçu une chaire et une chaire en histoire de la Bath Spa University, et je les remercie de leur soutien. Il y a beaucoup de femmes qui travaillent dur, en particulier des femmes de couleur, qui travaillent dans le monde universitaire, et j'espère que cela ouvrira la porte à davantage d'entre

elles qui recevront la reconnaissance qu'elles méritent ».

Pour sa part la Pr Sue Rigby, vice-chancelière de l'université Bath Spa, a ajouté que « Olivette est une universitaire de classe mondiale et reconnue dans le monde entier. L'Université Bath Spa est ravie de reconnaître son exceptionnelle bourse d'études par l'attribution d'un poste de professeur. La promotion méritée joue également un petit rôle dans la correction de la sous-représentation des femmes et des personnes de couleur dans les universités britanniques. Nous sommes donc ravis de pouvoir le faire... »

Les recherches actuelles du Pr Otele portent sur l'histoire transnationale, en particulier sur les liens entre l'histoire, la mémoire collective et la géopolitique en relation avec le passé colonial britannique et français. Son domaine de spécialisation en doctorat était l'histoire coloniale et post-coloniale européenne. Elle y a en effet examiné des questions relatives à la traite négrière transatlantique, aux sociétés esclavagistes, aux identités et aux sociétés postcoloniales du monde atlantique.

En annonçant la grande nouvelle sur son compte Twitter, Olivette Otele espère que sa nomination « ouvrira la porte à de nombreuses femmes qui travaillent dur, et plus particulièrement aux femmes noires dans le monde universitaire. Dans la force, la paix et l'amour de mon peuple », écrit-elle en anglais. Son parcours est atypique. Avant d'occuper son poste à Bath, Olivette Otele était professeure agrégée à l'Université Paris XIII.

Olivette Otele est aussi l'auteure de nombreuses publications parmi lesquelles : « Ouganda et l'armée de Résistance du Seigneur ou les implications politiques et religieuses d'une "guerre sainte" en Afrique noire (2006) », « Multiculturalisme et régionalisme : les apories d'une identité britannique au pays de Galles », « Histoire de l'esclavage britannique : des origines de la traite transatlantique aux prémisses de la colonisation » paru dans Observatoire de la société britannique en 2008 ; « Dependance, pouvoir et identité ou les ambiguïtés de la camerounicité. », « 50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique ? » (2010) ou encore « Liberté, Égalité, Fraternité ».

PARCOURS

Academic qualifications

PhD Université La Sorbonne, Paris, 2005
DEA - Diplôme d'études approfondies, La Sorbonne, 2002
MA History, 2000
BA Literature and History, La Sorbonne, 1998.

Professional memberships

Fellow of the Royal Historical Society (FRHistS)
Executive board member, The British Society for the Eighteenth-Century Studies
Board member, Historians Against Slavery
Member of the Association for Cultural Studies
Member of the Centre international de recherches sur les esclavages.

Other external roles

Honorary invitation from French government since 2007: invited by the Overseas Minister and the President of the Senate on behalf of the President of the Republic for the official commemoration of the abolition of slavery, Jardin du Luxembourg, Paris
European Commission Appointed Expert: evaluation of EU-H2020 Marie Curie Fellowships 2017
Appointed Judge (Royal Historical Society) for The Jinty Nelson Award for Inspirational Teaching in History 2017
Member of the British Society for Eighteenth Century Studies' executive committee, 2017
AHRC's Strategic Advisory Group member for the Global Challenges Research Fund, 2017
External Examiner in History: University of Liverpool and Plymouth University, since 2017
Editorial board member and reviewer:
Critical Perspectives on Theory, Culture and Politics (interdisciplinary series), Rowman and Littlefield International
Bloomsbury - History series (2017)
The Routledge International Companion to Multicultural Education, James A. Banks (ed.), Routledge, 2009
The European Journal of Cultural Studies, 2012.

Teaching specialism

European history
British and French colonial and post-history
Slavery and abolition
Collective memory and memorialisation - public history and sites of memory
Identity politics, social cohesion in France and Britain
French historical schools from "Les Annales" to Postmodernism
History of the African diaspora in the Atlantic World
Minority ethnic communities (Sub-Saharan, North African and Afro-Caribbean descent).

Current grants

EU/H2020-MSC-RISE: SLAFNET - a project contributing to research on slavery in Africa through the development of a pioneering collaborative and networking team of African and European specialists and students. Lead institution IRD France. Leader of work package 1: O. Otele. Funds for the project: 1,107,000 Euros - From September 2017 (3 years).
AHRC Networking grant (principal investigator): "People of African Descent in the 21st century: knowledge and cultural production in reluctant sites of memory" £24,022 - From May 2017 (19 months).
AHRC (UK) - LABEX (France) joint grant: My case study: "Telling one's story, redefining collective memory: the challenges of African refugees and migrants in 21st century Europe". I am co-investigator: grant involving 5 researchers from Britain and France. Total amount: £79,794 - From May 2016 (30 months).

Past grants

"Resistance, History and Memory in the Atlantic World" - co-applicant with Canadian scholar Transatlantic Teaching Project: "Phantoms of the Past: Slavery Galen Funds (Huron University, Canada) - 12,000 CAD- September 2016 (12 Months).
The European Collaborator of the Promised Land Project: the freedom experience of Blacks in Chatham and Dawn settlements, a Community University Research Alliance program funded by The Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. (Grant for the whole project: 1,000,000 CAD). 2007-12.
International Conference, Does Discrimination shape Identity? Politics and minorities in English-speaking countries and in France: Rhetoric and reality. (Grant 5,000 euros, Université Paris 13-LSHS). 2009.
1960-2010: "l'Afrique, 50 ans après les indépendances". Université Paris 13. (Grant 2,000 euros, Université Paris 13-LSHS). One-day symposium. 2010.

FERS À REPASSER À CHARBON

► Que se passe-t-il derrière la forte demande sur la toile ?

Depuis quelques semaines sur Facebook la sollicitation de cet appareil presque anodin va crescendo venant des internautes qui n'hésitent pas à faire des propositions d'achat alléchantes. Il servirait à la fabrication de munitions et/ou de pièces d'argent.

Mercedes Beleheka

« Trois fers à repasser à charbon comme vous voulez avec pièces de 100 FCFA qui collent. Je vends à 100.000 FCFA la pièce et je donne au plus offrant, faites vos propositions », publie Janvier Atangana, sur une plateforme numérique le 17 novembre dernier. Sur un autre groupe Facebook, un internaute décrit avec exactitude ce qu'il souhaite : « Celui qui a un fer à repasser qui attire les pièces de monnaie, je lui donne 4 bâtons (4 millions), un fer qui n'attire que la lame, et brouille le réseau Nextel je donne 500 000 FCFA ». Deux publications sélectionnées parmi la centaine publiée en l'espace de quelques jours sur la toile. Des sollicitations qui suscitent une vague d'interrogations et alimentent pas mal de débats depuis lors. Les plus curieux n'hésitent d'ailleurs pas à questionner leurs auteurs pour en savoir un peu plus sur la forte demande actuelle mais, très peu sinon personne ne daigne donner des réponses. Selon certains internautes également intéressés par l'offre et la demande soudainement accrues sur la toile, cet outil utilisé autrefois sert dorénavant à la fabrication des munitions. L'une des internautes défendant cette hypothèse, cite comme source, une chaîne de télévision panafricaine ayant également abordé le sujet au cours d'une émission. Bien que cette thèse ait été réfutée par nombre d'entre eux pour la plupart ceux qui commercialisent ces matériels, une bonne partie confirme que la transformation de cet objet se fait à des fins pas illégales. Selon ceux qui soutiennent cette deuxième hypothèse, lesdits fers à repasser sont en effet dirigés dans les deux régions



anglophones du Cameroun où ils sont transformés en munition par les bandes armées. Selon un commerçant que nous avons approché hier, l'objet à l'origine de toutes les convoitises récemment sert après fonte à « extraire l'uranium et le mercure, nécessaires à la fabrication de l'argent », d'où l'offre alléchante allant parfois à plus de six chiffres par pièce. Fait curieux, aucun d'entre eux, ne semble vouloir s'étendre sur le sujet. Les plus dispo-

sés à répondre, exigent que les échanges se tiennent en inbox (messagerie privée) et non par commentaires. Autre fait curieux, ceux qui commercialisent ces objets, questionnent le potentiel acheteur sur la qualité de machine que ce dernier possède (servant à fondre) avant de conclure le deal. Un détail qui laisse planer plus de spectre quant aux véritables motivations de ce nouveau business.

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

► Intrigues autour de l'argent de poche

A cinq semaines de ces réjouissances, humour et hâblerie sont mises en œuvre pour faire passer un même message, celui du refus ou du conditionnement de l'argent de poche à la gent féminine

M.B.

C'est un communiqué pas comme les autres qui circule sur les réseaux sociaux depuis quelques jours. Il est signé du syndicat national des hommes mariés émergents du Cameroun (SYNAH-GEC), qui porte à la connaissance de ses adhérents que « les dragues seront suspendues à partir du 1^{er} décembre 2018 et reprendront le 30 janvier 2019. Cette mesure est prise afin d'assurer votre protection financière et le bonheur de vos familles », souligne ledit communiqué, daté du 09 novembre dernier. S'il faut le rappeler, il s'agit d'un syndicat inexistant et d'un communiqué dont le but est d'amuser la galerie et de lancer une son-

nette d'alarme comme toutes les années aux femmes quant à leurs attentes financières au cours de cette période. La preuve, ce n'est pas la seule publication allant dans ce sens qui fait bouger la toile en ce moment. L'une d'entre elles donne clairement la ligne de conduite à tenir pour celles qui aimeraient bénéficier de cet argent de poche : « Pour qu'une fille se fasse habiller en décembre, elle doit se déshabiller en novembre », soutient cet autre message. Très querellées par la principale cible, ces publications alimentent de nombreux foras. Ces dernières estiment en effet qu'il n'est pas question que l'ordre des choses change et ce qu'importe la période de l'année. Pour Amandine Ayena, « l'homme est et reste le chef de famille, par conséquent il lui incombe

de prendre soin de sa femme ou copine tout au long de l'année, plus encore de l'habiller durant cette période », raisonne telle. L'une des publications ayant d'ailleurs suscité de vifs commentaires, « le collectif des hommes conscients décide de manière unanime qu'à partir du mois de décembre, aucun homme n'a la permission de siffler, draguer et courtiser une fille. Conscients et victimes pour la plupart de nos erreurs du passé, nous déclarons qu'aucune femme n'a droit à l'argent de poche cette année. Au contraire, elles sont tenues de le faire étant donné qu'elles revendiquent l'égalité de sexe depuis plusieurs années déjà », stipule ce communiqué dont le premier objectif a clairement été atteint, celui de l'humour.

TYPHONS, CYCLONES ET OURAGANS

► Comment les baptise-t-on ?

Ce sont les phénomènes météorologiques extrêmement meurtriers. Mais ils portent de magnifiques noms de baptême. Une curiosité.

Nadège Nyemeck

Maria, Gustave, Katrina, Marcus, Hector, José, Katia. Des prénoms séduisants rattaché à des monstres qui sèment la mort et la désolation partout où ils passent. La preuve : l'Ouragan Maria qui a frappé l'île américaine de Porto Rico a fait 2 975 morts et mis en ruine des quartiers entiers. On est dès lors curieux de savoir pourquoi et comment a-t-on pu attacher de doux prénoms d'Hommes à ces phénomènes meurtriers.

Dès le 18^e siècle, les Espagnols maîtres des océans baptisent du nom du saint du jour les tempêtes tropicales.

Pendant la seconde guerre mondiale, les météorologistes américains de l'American Air Force baptisaient systématiquement les tempêtes tropicales au moment où elles se formaient. A cette époque les prénoms étaient exclusivement féminins et correspondaient à ceux de leurs femmes ou de leurs petites amies.

Depuis 1979, après les protestations des mouvements féministes trouvant anormal pour l'image de la femme que ces prénoms soient associés à des phénomènes destructeurs, les ouragans reçoivent alternativement des prénoms masculins et féminins.

Un principe de cycle a été établi. Il est basé sur six ans et six listes ; les années paires débutant par un prénom masculin et les années impaires par un prénom féminin.

Ainsi la liste de 2017 est la même que celle de 2011. Ces listes prévoient 21 noms courants, de A à W, mais sans les lettres Q et U pauvres en prénoms. Ensuite, s'il y a davantage de cyclones, il est prévu d'utiliser les lettres de l'alphabet grec. En 2005, année record, la liste fut totalement utilisée jusqu'à la lettre grecque Zêta.

Toutefois, si les listes sont les mêmes tous les six ans, les prénoms des ouragans ayant fait de nombreuses victimes ne sont pas repris. Par exemple, il n'y aura plus jamais de Katrina, de Rita ou de Mitch et probablement plus non plus d'Irma qui ont causé chacun des centaines de morts et des dégâts matériels importants.

Les prénoms, en anglais, espagnol et français sont choisis par le Comité des ouragans de l'Atlantique, organisme rattaché à la World meteorological organization (WMO).

Une tempête est baptisée « Ouragans » quand les vents tourbillonnants atteignent au moins la vitesse de 118 Km/h et se situent dans l'Atlantique-nord et le Pacifique nord-est.

On parle de « typhon » quand les vents ont une vitesse supérieure ou égale à 118km/h et si la tempête s'est formée dans le Pacifique nord-ouest.

Top 5 des cyclones les plus puissants de l'année 2018

- JEBI : 277 km/h - Pacifique Nord-Ouest
- MARCUS : 259 km/h - Océan Indien Sud
- LANE 259 : km/h - Pacifique Nord-Est
- MARIA : 259 km/h - Pacifique Nord-Est
- HECTOR : 250 km/h - Pacifique Nord-Est

CAN 2019

POLITIQUE/ ÉCONOMIE/ MONDE/ SPORTS

▶ Neuf équipes déjà qualifiées

Des cadors ont obtenu leurs tickets au terme de la cinquième journée des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations disputée le weekend dernier.



Charles Nwanochi

Le duel entre les Lions de l'Atlas et les Lions Indomptables a été favorable aux Lions de l'Atlas. Le Maroc a inscrit deux buts, poussant André Onana, titulaire, à se retourner contre son gré à deux reprises dans ses filets. Cette défaite camerounaise a propulsé l'équipe marocaine à la première place du groupe B au terme de la cinquième journée des éliminatoires de

la coupe d'Afrique des nations 2019, avec 10 points, le Maroc creuse l'écart devant le Cameroun, 8 points. Le sélectionneur avait prévenu que « ce sera un match difficile ». Tant « le Maroc est parmi les meilleures sélections du continent » et que les joueurs marocains « ont acquis une grande expérience lors du dernier Mondial, bien qu'ils aient manqué de chance ».

Les Aigles du Mali sont qualifiés pour la CAN Total,

Cameroun 2019 à la suite de leur victoire devant les Panthères du Gabon, à Libreville (1-0). Ils vont participer pour la 7^{ème} fois de manière consécutive à cette compétition. Le Gabon tient encore son destin entre les pieds avec l'obligation de vaincre le Burundi lors de la sixième journée des éliminatoires de la CAN.

Le Nigeria qualifié a été contraint au partage des points avec l'Afrique du Sud (1-1). Avec 10 points, le

Nigeria est en tête du groupe E, devant l'Afrique du Sud 9 points et la Libye 7 points. Le Cameroun, pays-hôte, l'Égypte, Madagascar, le Maroc, le Nigeria, l'Ouganda, le Sénégal, la Tunisie, sont donc déjà qualifiés.

Première qualification historique pour la Mauritanie

Historique ! La Mauritanie a validé, ce dimanche, la première qualification de son histoire pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). L'Ouganda ayant dominé plus tôt dans la journée le Burkina Faso (2-1), la sélection dirigée par Corentin Martins devait absolument battre à domicile le Botswana, dernier du groupe I dans ces éliminatoires et déjà hors course. Si la mission a été remplie, cela ne fut pas sans douleur. Le Botswana a pris les devants dès la quatrième minute et, si la Mauritanie a égalisé à la 20^{ème} minute de jeu par Diakité, elle a attendu la fin de la rencontre pour faire la différence.

COUPE DU MONDE U17

▶ Le Cameroun domine l'Allemagne

Les Lionnes U17 ont réalisé l'exploit de surclasser la Mannschaft, remportant au passage son premier match de l'histoire dans cette compétition.



T.A.N.

Après son premier match battu face aux Etats-Unis sur le score de 3 buts à zéro, les bébés Lionnes n'avaient plus droit à l'erreur pour espérer se qualifier pour le second tour synonyme de quarts de finales. Elles ont su se reprendre de fort belle manière face à une sélection d'Allemagne qui a gagné son premier match.

Les Camerounaises ont inscrit le seul but de la partie grâce à Alice Kamené à la

54^{ème} minute pour remporter le premier match de leur histoire dans la compétition ! D'ailleurs, la joueuse remportera le titre de femme de match. Le suspens est à son comble dans ce groupe C car, toutes les équipes sont à égalité avec 3 points. Les Lionnes joueront leur qualification mercredi face à la Corée du Nord avec l'espoir de rejoindre le Ghana en quarts de finale.

Rappelons que le pays organisateur l'Uruguay ainsi que la Finlande sont déjà éliminés de la compétition.

CAN FÉMININE 2018

▶ Les Lionnes prêtes à rugir de nouveau

C.N.

Sous une note positive, le Cameroun claironne au Ghana. Les Lionnes à l'entame de la Coupe d'Afrique des nations féminine de football ont signé une victoire le 17 novembre devant le Mali (2-1). Les qualités offensives des Lionnes sous l'encadrement technique de Joseph Briant Ndoko ont été mises en exergue démontrant à souhait l'ambition camerounaise d'être conquérante face à toute adversaire. Face aux aiglettes du Mali, les Lionnes ont confirmé une propension à manger de la bonne chair. Jeannette Grâce Ngock Yango, Gabrielle Aboudi Onguené, Nchout Njaya Ajara, voraces, ont puisé dans leurs tripes pour sortir vainqueur de cette confrontation.

Et dans cet esprit, avec assurance, les Lionnes vont aborder ce 20 novembre le match contre les Fenecs d'Algérie. La deuxième journée des matches de poules va déterminer les premières



qualifiés pour le second tour. Une victoire camerounaise face à l'Algérie et c'est possible, éloigne le Cameroun d'accrocher son destin à l'ultime match de poule le 23 novembre face au Ghana, pays organisateur de la CAN féminine 2018. Surtout à en croire l'entraîneur national sélectionneur des

Lionnes au site 45fois2.com., « il faut partir avec l'intention de gagner tous les cinq matches et non essayer de voir s'il faut faire des calculs ». Les Lionnes capitalisent les matches amicaux disputés, entre autres, contre la France (0-6), la Zambie (7-0), la Côte d'Ivoire (2-2) et le tournoi de la COSAFA.

BBC DE FOOTBALLEUR AFRICAIN 2018

▶ Les nominés pour le titre sont connus

La BBC a publié la semaine dernière la liste des cinq joueurs en compétition pour le titre de joueur de l'année.



T.A.N.

Qui succèdera à Mohamed Salah? L'international égyptien et ailier droit au Liverpool FC en Angleterre sera en compétition pour ce titre avec Kalidou Koulibaly du Sénégal qui évolue au poste de défenseur au SSC Naples, Sadio Mané, lui aussi international sénégalais et ailier gauche au Liverpool FC en Angleterre, le Marocain Mehdi Benatia, défenseur à la Juventus en Italie et Thomas Partey du Ghana qui évolue au poste

de milieu défensif à l'Atlético de Madrid en Espagne, et seul joueur et la liste n'ayant pas participé au mondial en Russie en juin dernier. Le vote a commencé le 17 novembre dernier à 19h00 GMT et se termine le 2 décembre à 20h00 GMT. Le résultat sera révélé dans une émission sur BBC World News le 14 décembre à 17h30. La liste restreinte a été établie par un groupe d'experts du football africain. Notons que ce prix est différent de celui décerné par la Confédération africaine de football (CAF).



LES CIMENTERIES DU CAMEROUN (CIMENCAM) ACCOMPAGNENT LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES POUR LES GRANDES RÉALISATIONS

Depuis plus de 50 années, Cimencam est un acteur majeur du développement économique à travers la réalisation des grandes infrastructures du Cameroun. Des produits de qualité, des ciments adaptés aux différents types de constructions pour en assurer leur pérennité et du béton prêt à l'emploi. Dans un secteur fortement concurrentiel depuis quelques années, Cimencam se démarque à travers son offre produit sur des projets d'envergure. Une large gamme de 5 ciments environ pour des utilisations spécifiques. L'un des projets phares de Cimencam est celui de la construction de la station de broyage de Nomayos, localité située dans la banlieue de la capitale politique du Cameroun, qui produira son premier ciment au mois de Janvier de l'année 2019, augmentant la capacité de production annuelle de Cimencam de 500.000 tonnes. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'a été inaugurée ce 20 août, la carrière de pouzzolane de Foubot, par le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Ernest Gbwaboubou, qui s'est dit satisfait à l'issue de la visite du site qui s'étend sur 42 hectares et représente une réserve d'environ 50 ans avec ses 12 millions de tonnes escomptées. Cimencam participe ainsi à la politique économique de diversification de ses implantations. Cette pouzzolane sera exploitée dès le mois de Novembre 2018 et, servira comme ajout dans le processus de fabrication du ciment.

Un autre projet tout aussi important initié par Cimencam en Mai 2018 est le lancement des études techniques pour la construction de l'extension de son unité de broyage à Figuil dans le Nord. Un investissement de près de 40 milliards de Francs CFA pour renforcer l'offre produit, en augmentant la capacité de production de 1,5 tonnes à 2,1 millions de tonnes/an, soit 600.000 tonnes additionnelles. Une partie de cette production supplémentaire de ciment permettra à Cimencam de répondre aux sollicitations sans cesse croissantes ? venant des régions septentrionales du Cameroun mais aussi des pays de la sous-région.

Au-delà des projets d'investissement, Cimencam accompagne les projets de construction d'infrastructures, en fournissant ses produits (ciment et béton). On peut citer entre autres quelques chantiers :

- La construction des logements sociaux
- La construction des stades d'Olembe et de Garoua dans la perspective de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019
- La construction du barrage hydroélectrique de Lom Pangar
- La construction du second Pont sur le Wouri
- La construction des autoroutes Yaoundé-Nsimalen et Yaoundé-Douala...

Cimencam c'est aussi de nombreuses actions menées au profit et pour le bien-être des communautés. Dans le cadre d'une étude RSE menée récemment par l'ASCOMT (Association pour la Communication sur les Maladies Tropicales) en 2017, Cimencam a gagné une marche en occupant désormais à la 3e place du classement ; un autre résultat qui réaffirme clairement son engagement sociétal.



Construire en toute confiance



CIMENCAM, DES CONSTRUCTIONS QUI TRAVERSENT LE TEMPS.